

## Vous avez dit un gouvernement minoritaire!

Aurélien Boivin

Number 146, Summer 2007

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/46563ac>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Les Publications Québec français

### ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this document

Boivin, A. (2007). Vous avez dit un gouvernement minoritaire! *Québec français*, (146), 1–1.

Directeur Aurélien Boivin

Directeur adjoint Gilles Perron

Littérature, langue et société  
Rédacteur en chef Aurélien Boivin

Équipe de rédaction et comité de lecture  
Chantale Gingras, Steve Laflamme,  
Isabelle L'Italien-Savard, Gilles Perron

Didactique

Rédactrice en chef  
Monique Noël-Gaudreault

Équipe de rédaction et comité de lecture  
Marie-Christine Beaudry, Réal Bergeron,  
Martine Brunet, Isabelle Carignan, Héliène  
Giroux, Ginette Leroux, Marie-France Morin,  
Jean-François Mostert, Raphaël Riente

Collaborateurs au numéro 146

Alain Beaulieu, Claire Bergeron, Ginette  
Bernatchez, André Berthiaume, Gilles Bibeau,  
Jonathan Bolduc, Ludmila Bovet, Suzanne-G.  
Chartrand, Luc Collès, Héroïse Côté, Céline Cyr,  
Godelieve de Koninck, Isabelle Duval, Erick  
Falardeau, Hans-Jürgen Greif, Marie-Christine  
Jamet, Vincent Lambert, Dominic Laflamme,  
Dominique Lafleur, Gabriel Laverdière, Josiane  
Letellier, Audrey Lizotte, Lise Maisonneuve,  
Clément Martel, Martine Mottet, Elizabeth  
Plourde, Elsa Riouall, Julie Roberge, Julie Roy,  
Geneviève Toussaint, Mylène Vézina.

Préparation des manuscrits Aurélien Boivin

Design graphique Chantal Gaudreault

Couverture *Héliconius Charitonia* du Costa  
Rica. Photographie de Marie-Josée Marcotte,  
printemps 2007.

Impression Club imprimerie inc.

La revue *Québec français* est publiée par les  
*Publications Québec français* et paraît quatre  
fois par an (automne, hiver, printemps, été).  
Fondée en 1974 par l'AQPF, *Québec français*  
fut d'abord la revue de l'AQPF, organisme  
avec lequel elle entretient toujours des liens  
priviliégiés. Les collaborateurs et collabo-  
ratrices sont seul-e-s responsables du  
contenu de leurs textes.

La revue *Québec français* est membre  
de la Société de développement des  
périodiques culturels québécois (SODEP),  
info@sodep.qc.ca, www.sodep.qc.ca

Distribution Diffusée en kiosque par les  
Messageries de presse internationale (une  
division de Hachette Distribution Services  
(Canada) Inc. 8155, rue Larrey, Anjou (Québec)  
H1J 2L5 Téléphone 514 355.5674 Télécopieur  
514 355.5676). Indexée dans *Point de repère*.

Dépôt légal Bibliothèque et Archives  
nationales du Québec, Bibliothèque nationale  
du Canada. ISSN 0316-2052

La revue *Québec français* est commanditée  
par la ministre de la Culture et des Communi-  
cations, responsable de l'application de la  
charte de la langue française et par le minist-  
ère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport.

🇨🇦 Nous reconnaissons l'aide  
financière du gouvernement du  
Canada, par l'entremise du programme d'aide  
aux publications (PAP), pour nos dépenses  
d'envoi postal (n° d'enregistrement 09863)

Secrétariat Céline Bellerose

Adresse postale C. P. 9185  
Québec (Québec) Canada G1V 4B1

Bureau 2095, rue Frank-Carell, bureau 222  
Québec (Québec)

Téléphone 418 527-0809

Télécopieur 418 527-4765

www.revueqf.ulaval.ca

revueqf@bellnet.ca

# Vous avez dit un gouvernement minoritaire !

**L**e sort en est jeté : les Québécois et Québécoises se sont donné un gouvernement minoritaire. Les élus, anciens comme nouveaux, doivent maintenant s'entendre, comme le leur a laissé entendre la population, pour assurer le fonctionnement de cette « auguste » Assemblée nationale. Voilà certes un mandat lourd de conséquences, surtout que les trois principaux partis ne sont pas toujours – et c'est un euphémisme – sur la même longueur d'onde et ne poursuivent pas les mêmes buts ni les mêmes objectifs, en particulier sur des sujets qui préoccupent davantage la revue *Québec français* : la réforme des programmes, le rôle des commissions scolaires et le dégel des frais de scolarité, plus précisément, le sous-financement de nos collèges et de nos universités.

Mais auparavant un constat : il est tout de même déplorable que, au cours des trente-trois jours de campagne électorale, on ait gardé le plus grand silence sur la langue française, toujours en péril au Québec, et sur la culture québécoise, menacée parce qu'envahie par des cultures autres, en particulier l'américaine, qui, elle, est ... unilingue anglaise. Serait-ce que la langue et la culture soient devenues si peu importantes aux yeux de nos dirigeants (et d'une bonne partie de la population) ? Serait-ce que nous marcherions, lentement mais sûrement, comme l'a prédit Jacques Godbout, l'automne dernier, vers la disparition pure et simple du Québec ? Il me semble que les trois partis devraient rapidement s'entendre pour proposer des moyens efficaces pour améliorer la qualité de notre langue parlée et écrite, non seulement à l'école, mais dans tous les secteurs d'activités, et pour assurer une meilleure protection de la culture québécoise. La nouvelle ministre Saint-Pierre doit prendre position sans avoir peur d'être sanctionnée par Radio-Canada ni d'être accusée de favoriser... « un accommodement raisonnable » !

D'autre part, au cours de cette récente campagne, un parti, devenu l'Opposition officielle, a limité son programme en éducation à une simple modification du système de notation des bulletins scolaires. Il faut d'abord faire le point sur la réforme des programmes, qui a été, sinon mal engagée, du moins faite sans prendre soin de consulter les premiers concernés : les professeurs et les parents. Il faut revoir certains aspects de cette réforme tout en assurant un meilleur encadrement et une meilleure préparation des professeurs, les laissés-pour-compte de cette réforme. Il faut encore accepter de les écouter, eux qui réclament une diminution du ration maître-élève, l'ajout de spécialistes de toutes sortes : orthopédagogues, conseillers pédagogiques, une meilleure formation de la part des facultés d'éducation pour les futurs professeurs, etc. Il faut encore revoir certains objectifs, éliminer des irritants...

Il faut encore assurer plus de place dans les cursus, aux divers ordres d'enseignement, à la littérature, qui est menacée au cégep, comme *Québec français* l'a déjà dénoncé haut et fort, et, surtout, à la littérature nationale et à la culture québécoise. Il faut valoriser cette culture, qui nous identifie comme peuple distinct, tout comme notre langue, dans cette Amérique anglosaxonne et dans le présent contexte de mondialisation, en favorisant les expériences et projets en ce sens et en encourageant les professeurs à innover dans ce domaine. Voilà qui est plus urgent que la disparition des commissions scolaires, dont il faut, avant tout, valoriser le rôle tout en donnant aux élus les moyens de se faire entendre.

S'il est temps de procéder au dégel des frais de scolarité dans les universités québécoises pour rattraper les autres universités canadiennes sur le plan du financement, il aurait mieux valu, pour calmer les opposants, obtenir d'abord l'unanimité des députés de l'Assemblée nationale, sans oublier de revoir en profondeur le système d'aide aux étudiants et étudiantes de nos collèges et de nos universités. C'est un préalable au dégel que cette réforme. Agir autrement, ce serait préparer un automne chaud !

Aurélien Boivin